

# La peur du parti socialiste devant le revenu de base socialiste

Tages-Anzeiger | 14.11.14 | Von Claudia Blumer

**Face au revenu de base, le PS est divisé. Pourtant, une majorité refuse cette idée qu'elle considère comme « dangereuse ».**



8 millions de pièces de 5ct sur la place fédérale.

Le revenu de base est un rêve. Chacun le reçoit et peut en vivre dans la dignité humaine. Personne ne doit conserver un emploi qui ne lui plaît pas, personne ne doit aller « timbrer », le passage humiliant par les services sociaux est supprimé. Les voisins ne te regardent plus de travers, quand ton train de vie ne concorde pas avec ta situation professionnelle, il n'y a plus de « cas sociaux ».

L'idée des initiants du revenu de base semble répondre au rêve de tout social-démocrate. Et pourtant le PS est contre. Dans une communication écrite lors de la session d'hier de la commission du conseil national pour les affaires sociales et la santé, il considère cette initiative comme « dangereuse ». En lieu et place d'un revenu de base, le PS propose une assurance générale du revenu — une idée qui circule depuis quelques années.

Pourquoi le parti socialiste refuse-t-il une utopie socialiste ? Selon Peter Ulrich, prof. émérite à l'Université de Saint-Gall et sympathisant du revenu de base, ce refus serait lié à un « mode de pensée industrialiste » se concentrant sur le plein emploi et de bonnes conditions de travail. Ce schéma impliquerait un postulat du « droit au travail », alors que l'initiative demanderait quasiment un « droit à la paresse ». Le porte-parole du PS Michael Sorg s'exprime dans le même sens : Le

travail ne serait pas « mauvais en soi, mais bien quelque chose de positif et donnant du sens ». Le PS craindrait que pour les bas revenus, l'incitation au travail rémunéré s'en trouve trop réduite ; mais par ailleurs, le parti voudrait aussi empêcher qu'avec un montant trop bas, le revenu de base ne serve de prétexte à un démontage généralisé de la protection sociale. À la question de savoir si le contre-projet, l'assurance générale du revenu, ne poursuivait pas le même but que le revenu de base, c'est-à-dire un revenu pour tous, Sorg répond : « Cela reflète justement le fait qu'il y a de la sympathie pour l'initiative au PS ».

### « Perte de fantaisie »

Par exemple, il y a la sympathie du membre du comité d'initiative Oswald Sigg, ancien vice-chancelier fédéral et membre du PS. Celui-ci pense que les partis de l'establishment ont perdu « la pensée innovatrice et exploratrice ». « Le PS, mais aussi le PLR, qui étaient autrefois progressistes, ont pris leurs distances à l'égard des utopies, des idées et des fantaisies », dit Sigg. Ce serait dommage, car des conquêtes aujourd'hui incontestées comme l'AVS n'auraient pas été possibles sans le courage et la prévoyance du mouvement de la gauche. « Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'idée d'une assurance vieillesse rencontrait des réactions semblables à ce qu'affronte aujourd'hui le revenu de base. Une assurance vieillesse, mais ça ne va pas ? Quand on ne peut plus travailler, on meurt », disait-on alors.

Si le PS refuse le revenu de base inconditionnel, c'est peut-être aussi parce qu'une grande partie de son organisation est très établie dans notre Etat social tel qu'il est aujourd'hui, soit comme fonctionnaire, soit comme politicien ou encore comme assistant social. Il y aurait là certainement une explication, dit Peter Ulrich. L'assurance invalidité, l'assurance chômage, l'aide sociale et d'autres « caisses » encore deviendraient superflues et avec elles une partie de l'industrie sociale. Selon Oswald Sigg, cet argument serait bien utilisé, mais pas à bon escient : « Cela tient à une erreur : Le revenu de base se substituerait aux rentes, mais pas à l'accompagnement que procure l'aide sociale comme les mesures de réinsertion, de formation et d'assistance. »

Silvia Schenker, conseillère nationale et membre de la commission, approuve également l'initiative. D'une part parce que, comme assistante sociale avec une expérience de la réinsertion sur laquelle est bâti le système actuel, elle a perdu ses illusions. La réintégration de personnes handicapées dans le premier marché du travail serait « extraordinairement difficile, accompagnée d'un grand stress pour ces personnes et souvent tout simplement dépourvue de réalisme ». L'autre motif de son adhésion, c'est sa supposition qu'une grande partie de la base du PS soutiendrait l'initiative.



D'après Silvia Schenker, la commission ayant rejeté le contre-projet du PS dans sa session de hier et ajourné d'autres décisions, un grand débat au sein du parti allait encore avoir lieu. Elle ne sait pas sur combien de partisans elle peut compter au sein de la fraction parlementaire. « Mais je ne suis certainement pas la seule. »